

Théoriser le fascisme

L'ouvrage de Robert O. Paxton, The anatomy of Fascisme, permet, au-delà de l'analyse historique, de poser la question de l'actualité du fascisme. Les partis d'extrême droite à connotation fascisante occupent une place inquiétante sur la scène politique.

Paul Peeters

« Le passé n'est jamais mort, il n'est même pas encore passé. »
William Faulkner dans *Requiem pour une nonne*, acte I, scène 3.

Le professeur émérite de sciences sociales à l'Université Columbia, Robert O. Paxton a publié, en 2004, un petit livre tout à fait remarquable sur l'anatomie du fascisme¹. Il signale que l'on avait déjà recensé, en 1991, 12 208 livres et articles consacrés au seul fascisme italien, et que cela n'était sans doute rien en comparaison des tonnes de papier noircies sur Hitler et le nazisme.

Ce qui est toutefois extraordinaire, dans le cas du professeur Paxton, c'est qu'il réussit à faire éclater cette forteresse universitaire de l'intérieur pour nous présenter un fascisme bien vivant, malheureusement trop vivant.

LE PIS-ALLER DÉMOCRATIQUE

Tout commence à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. La démocratie n'est alors qu'une sorte de pis-aller pour les forces politiques en présence. Pour les conservateurs, la démocratie est une denrée tolérable pour autant qu'elle conduise aux affaires des notables de droit divin ou de haut lignage laïc. Les libéraux entendent limiter l'intervention de la machinerie politique à l'armée, à la police et la justice, laissant à la main invisible du marché le soin de pourvoir à tout le reste. Les socialistes, de leur côté, estiment, soit que l'extension du droit de vote leur donnera nécessairement la majorité, soit que la

¹ Robert O. Paxton, *The Anatomy of Fascism*, Allen Lane, 2004

dictature du prolétariat interviendra par d'autres moyens. Les libéraux sont déjà mondialistes tandis que la gauche est internationaliste. Ce qui explique que les fascistes trouveront plus tard leurs alliés parmi le dernier carré des conservateurs.

BRICOLER UNE IDÉOLOGIE

L'idéologie fasciste se crée en effet au niveau de la nation, contre la mondialisation capitaliste et contre l'internationalisme des socialistes et des communistes. Maurice Barrès invente ainsi, en 1896, le slogan nouveau de national-socialisme. Mais les choses ne s'arrêtent malheureusement pas là. Le concept de surhomme est repris à Nietzsche, bien que ce dernier y ait vu surtout un moyen pour chacun de survivre à la mort de Dieu et non d'écraser tous les autres sous sa botte. De la nation et du surhomme, on passe d'un coup de plume à la notion d'une race de seigneurs. Une torsion étrange des théories de Darwin permet ensuite d'en arriver à la sélection sociale naturelle des plus forts. Ce dernier acte conduit à transformer le « tu ne tueras point » en « tu tueras », autant pour purifier la race que pour imposer l'esclavage aux voisins de race inférieure comme les Slaves ou les Éthiopiens. Dans ce contexte, l'ennemi que l'on gardera toujours sous la main est bien sûr le Juif, puisqu'il est paradoxalement réputé responsable tant de la mondialisation capitaliste que de l'internationalisme socialo-communiste.

Tel est le cocktail intellectuel curieux qui se met en place avant 1914. Mais, comme le souligne le professeur Paxton, ce sont les conséquences de la Première Guerre

mondiale et de la révolution bolchevique de 1917 qui vont donner à cette idéologie un espace de liberté dans l'arène politique, espace qu'elle va réussir à occuper en profitant de l'insouciance et du désarroi des démocraties parlementaires.

LES MALHEURS DE L'APRÈS-GUERRE

Pour les conservateurs, les libéraux et les socialistes qui participent au système démocratique parlementaire, la Première Guerre mondiale n'est qu'une parenthèse dramatique. Ils estiment en conséquence que tout pourra reprendre comme auparavant après que les survivants des massacres auront rejoint leurs foyers et que l'industrie de l'armement aura été partiellement démantelée. Ils n'envisagent de prendre aucune mesure économique ou sociale de transition, sauf à échafauder un système économiquement contre-productif de réparations des dommages de guerre. La révolution bolchevique, elle, donne des frissons dans le dos à tous les démocrates qui craignent qu'elle ne fasse tâche d'huile.

S'ENGOUFFRER DANS LA BRÈCHE

C'est sur ces deux éléments que les mouvements fascistes entendent capitaliser. Ils vont agir sur trois fronts: créer des partis de masse en réunissant sous leur bannière le plus grand nombre des laissés-pour-compte de l'incurie socio-économique des démocraties, pratiquer illégalement et très sélectivement la violence à l'égard des communistes voire des socialistes jugés ou réputés radicaux, se présenter enfin comme étant les seuls

susceptibles de ramener l'ordre dans ce climat de violence qu'ils font tout pour entretenir.

La première stratégie ne réussira que partiellement. Le Parti fasciste italien n'a jamais obtenu que 35 sièges sur 535 à l'issue de la seule élection non truquée à laquelle il a pris part, en mai 1921, au sein d'une grande coalition de droite. Le Parti nazi a fait mieux, mais sans jamais atteindre la majorité: 37,2 % des voix en juillet 1931 et 33,3 % en novembre 1932.

RECEVOIR LE GROS LOT

Par contre, la stratégie visant à semer le désordre pour récolter la victoire a réussi du fait de la déliquescence de démocraties réduites à l'arbitrage d'une poignée de notables conservateurs. Le bluff de la marche des Chemises noires sur Rome en octobre 1922, qui n'aurait pu être qu'une émeute illégale matée par la police, a conduit l'entourage du roi Victor Emmanuel III à offrir le poste de Premier ministre à Mussolini. Hitler, de son côté, qui venait de voir son parti reculer aux élections de novembre 1932, a bénéficié des dernières manœuvres de palais de von Papen pour se voir conférer par Hindenburg, le 30 juillet 1933, le poste de chancelier dans un gouvernement Hitler-von Papen, dont ce dernier allait être le dindon de la farce. Dans les deux cas, les dictateurs fascistes ont bel et bien reçu le pouvoir de démocraties moribondes. L'arrivée aux affaires de régimes fascistes est ainsi, selon la thèse de l'historien Gaetano Salvemini, le fruit amer de démocraties malades².

Si le professeur Paxton a ensuite beaucoup de choses intéressantes à dire sur le fonctionnement des régimes fascistes italiens et allemands au pouvoir et sur leur radicalisation dans les folies meurtrières de la guerre et des massacres ethniques et autres, quatre remarques méritent d'être épinglées ici.

UN COUP DE CANIF DANS L'IDÉOLOGIE

Primo, pour arriver et se maintenir au pouvoir, les dirigeants fascistes sont obligés d'apporter un sérieux coup de canif à l'idéologie présentée plus haut. On ne peut en effet être à la fois totalement anti-socialo-communiste et anticapitaliste. Ils vont donc s'assurer la collaboration, pas vraiment souhaitée, du monde des affaires en recourant à une forme de capitalisme déjà anachronique pour l'époque, c'est-à-dire autarcique et non pas mondialiste, tournée en outre en priorité vers les besoins militaires en matériel et en infrastructure. Ce capitalisme s'accompagne d'un embrigadement obligatoire de la force ouvrière dans des groupes à vocation récréative et non plus revendicative. Simultanément, on se tourne vers le productivisme industriel en laissant de côté le gros des mécontents qui avaient assuré jusque-là le succès électoral relatif du fascisme: les anciens combattants, les artisans, la petite bourgeoisie et le monde rural.

DE LA RACE À L'ENTROPIE

Secundo, le culte obligatoire du groupe contre l'individualisme petit-bourgeois s'étend aux jeunes, aux femmes, aux

² Gaetano Salvemini, « Sulle origini del movimento fascista », *Occidente* 3, 1954 (cité par Paxton à plusieurs endroits).

militaires, etc. Cela culmine dans des manifestations monstres où la *razza* ou *Das Blut* est magnifié par des défilés gigantesques et de copieuses invectives à la décadence démocratique, à la juiverie internationale et au communisme sanguinaire.

Tertio, le système fonctionne, dans la pratique quotidienne, comme une figure à quatre angles occupés respectivement par le Führer ou le Duce, le parti, les séquelles administratives de l'État « normatif » (les militaires, les magistrats, etc..) et les détenteurs d'un certain pouvoir résiduaire dans la société civile (industriels, enseignants, etc.). Les tensions entre tout ce petit monde sont fréquentes et il appartient au Führer ou au Duce de trancher en dernière instance. Hitler se montrera généralement plus sauvage que Mussolini en la matière, par exemple en liquidant, lors de la Nuit des longs couteaux du 30 juin 1934, Ernst Röhm et d'autres dirigeants de la S.A. Hitler prenait ici parti pour l'armée contre la S.A. qui voulait faire des Chemises brunes un corps d'armée parallèle. Après le déclenchement de la campagne de Russie en 1941, Hitler soutiendra au contraire les durs du parti contre l'armée.

Quarto, à trop chauffer la colle de la mission historique de la *razza* ou de *Das Blut*, on doit bien finir par l'utiliser. C'est ce qui explique l'invasion italienne de l'Éthiopie en octobre 1935 et le déclenchement par Hitler de la Seconde Guerre mondiale en 1939. Les exactions commises par les deux pouvoirs fascistes tant en Afrique du Nord qu'en Europe, surtout

dans ce dernier cas après l'invasion de l'U.R.S.S. en 1941, s'expliquent notamment, pour le professeur Paxton, par le fait que, loin de leur patrie d'origine, les idéologues des partis fascistes ont obtenu ou pris leurs pleins pouvoirs sanguinaires, racistes et finalement suicidaires.

Deux questions restent maintenant en suspens. La première est une querelle d'historiens. Faut-il, comme le fait le professeur Paxton, limiter le fascisme aux deux seuls systèmes de l'Italie de Mussolini et de l'Allemagne de Hitler ?

TOUS DES FASCISTES ?

Dans le langage courant une telle limitation peut déjà paraître étrange puisque n'importe quelle violence, même verbale, à l'égard de n'importe qui ou de n'importe quoi peut déjà vous faire taxer de fasciste (ou seulement de politiquement incorrect?). Plus sérieusement, que dire du régime stalinien, des régimes de Franco ou de Salazar, du militarisme japonais d'avant 1945, des aventures coloniales, du gouvernement de Vichy ou, plus près de nous, des exactions de Pol Pot au Cambodge, de Milosević en Serbie, de Tudjman en Croatie, voire que dire de la politique suivie par les États-Unis au Vietnam hier et en Irak aujourd'hui, ou, dans le camp opposé, du terrorisme islamiste façon al-Qaeda ? À vouloir fourrer tout le monde dans le même sac, on ne gagne évidemment rien du tout, ni d'un point de vue historique, ni surtout au niveau thérapeutique éventuel.

Pour le professeur Paxton, il faut s'en tenir au critère de l'historien Salvemini,

à savoir que le fascisme est le fruit pourri d'une démocratie moribonde, ce qui élimine d'emblée un bon nombre des candidats repris ci-dessus.

LES COPIES NON CONFORMES

Staline, par exemple, n'a pas reçu le pouvoir des mains des exécuteurs testamentaires d'une démocratie agonisante. Il est l'héritier d'un système de parti unique mis au point par les bolcheviques à l'issue d'une révolution contre la Russie tsariste à peine démocratisée. Ses ennemis, réels ou fantasmés, étaient des ennemis de classe pas de race. Que le stalinisme ait fait plus ou moins de victimes que le fascisme n'est pas, d'un point de vue historique ou prospectif, la question.

Le cas de l'Espagne franquiste est plus compliqué. Certes, Franco y a obtenu le pouvoir à l'issue d'une guerre civile qui s'est muée en conflit ouvert entre les forces dites fascistes et la ligue antifasciste qui appuyait les Républicains. À l'issue de ce conflit et d'une répression sanglante de toute opposition de gauche en 1939, Franco a commencé à manœuvrer sur deux fronts. À l'extérieur, tout en cajolant Hitler et Mussolini, il s'est bien gardé de s'engager très loin avec eux dans leurs aventures militaires. La signature du Pacte anti-Komintern en 1939 et la prise de Tanger en 1940 sont les deux seules concessions qu'il ait faites à ses partenaires allemands et italiens. À l'intérieur, tout en instituant la Phalange ouvertement fasciste comme parti unique, il s'en est d'abord servi pour magnifier son pouvoir dans des parades de masse, puis pour la réduire progressivement au rang

de simple association de solidarité civile. Il n'a jamais toléré que les membres de la Phalange, qui deviendra simplement le Movimiento après 1945, participent de près ou de loin à son pouvoir autoritaire soutenu par l'armée, les hauts fonctionnaires de l'État, le monde des affaires, les propriétaires terriens et l'Église catholique. Franco n'avait pas non plus d'ennemis de race.

Lors du déclenchement de la guerre civile espagnole en 1936, Salazar s'est aussi doté de quelques-uns des oripeaux du fascisme: création de l'Estado Novo et mise en place de la Légion portugaise, un parti unique dument revêtu de chemises bleues (il fallait bien trouver autre chose que le brun des nazis ou le noir des adeptes de Mussolini!). Mais le Portugal de Salazar s'est bien gardé de mettre le plus petit doigt dans l'engrenage guerrier de l'Italie et de l'Allemagne: il est donc resté neutre. Salazar, qui craignait par-dessus tout que l'industrialisation de son pays y fasse naître un conflit de classe, s'est surtout consacré à empêcher cette dernière en laissant les mains libres à l'armée, aux propriétaires terriens et à l'Église catholique. Il n'aimait pas du tout les idéologues fascistes qu'il accusait « d'exalter la jeunesse, le culte de la violence par l'action dite directe, le principe de la supériorité du pouvoir politique sur la vie sociale, etc.³ ». Salazar n'avait pas non plus d'ennemis ethniques.

Le gouvernement de Vichy est la tasse de thé du professeur Paxton. Il lui a consacré en son temps un ouvrage⁴ qui a sorti plus d'un historien de l'Hexagone de son

³ Cité par Paxton, p. 218

⁴ *Vichy France: Old Guard and New Order*, 1972.

sommeil confortable (coupable?). C'était simplement un régime autoritaire regroupant, sous la houlette gérontocratique de Pétain, les hauts fonctionnaires élitistes de l'État, l'establishment économique et social, les militaires et l'Église catholique. Ce n'est que dans les derniers temps de la guerre que l'on y a admis l'un ou l'autre des nombreux idéologues fascistes qui ravaudaient en attendant les basques des autorités allemandes dans Paris occupé. On peut dès lors comprendre, ce que le professeur Paxton ne dit pas, que François Mitterrand soit resté beaucoup plus longtemps à Vichy qu'il n'a jamais voulu le reconnaître.

LE FASCISME D'EN HAUT

Pour plusieurs historiens, le Japon de l'entre-deux-guerres et jusqu'à sa capitulation en 1945 serait un exemple de « fascisme d'en haut », c'est-à-dire stimulé par les autorités légalement constituées et non pas impulsé d'en bas par un mouvement dont la prise de pouvoir est la résultante de la déliquescence desdites autorités. Le professeur Paxton ne semble pas vraiment croire à cette thèse mais au moins trois éléments militent en sa faveur. D'une part, sous le couvert de lutter contre l'impérialisme occidental, le Japon entendait bien placer sous sa domination sans partage au moins tout l'est de l'Asie. D'autre part, cette croisade visait à édifier, au niveau domestique, l'ordre nouveau d'un Japon « régénéré ». Enfin, ce « fascisme d'en haut » avait de nombreux ennemis ethniques dont le professeur Paxton ne parle malheureusement pas: les Coréens d'abord, les

Chinois à peu près ex aequo, les Birmans et d'autres ensuite. Autrement dit, même si les autorités japonaises d'alors ont supprimé leurs propres mouvements fascistes « d'en bas » (différents groupements aux noms curieux mais parfois avec des chemises noires!), elles semblent bien s'être imprégnées de leur idéologie plutôt que de n'en retenir que les oripeaux à la Franco ou à la Salazar.

Et cela nous amène tout droit à la seconde question intéressante: celle de l'actualité du fascisme.

OUVERTURE D'UN NOUVEL ESPACE

Depuis la première crise pétrolière du début des années septante, les démocraties, surtout en Europe, se trouvent confrontées à un double problème socio-économique. D'une part, une montée du chômage structurel qu'elles ne réussissent pas à endiguer, quoi qu'elles disent et quelles que soient les mesures prises à grand renfort de publicité. D'autre part, le secteur industriel se contracte rapidement et demande de pouvoir sauter dans le wagon du tertiaire, ce qui est plus facile à dire qu'à faire. Les deux phénomènes sont par ailleurs liés à une phase particulièrement agressive de mondialisation des échanges économiques. Mais la dualisation qui en résulte, au niveau social, entre ceux qui réussissent et ceux qui sont laissés pour compte est évidemment du pain béni pour l'extrême droite. Et ce d'autant plus que les partis de gauche ou de droite, qui gouvernent soit en coalition soit en alternance, c'est-à-dire au fond toujours autour du centre, n'ont toujours pas de pièce à mettre au trou et appa-rais-

sent donc comme étant les complices de cette dualisation.

TRIPATOUILLAGE DE L'IDÉOLOGIE

Si l'extrême droite joue ainsi sur du velours en devenant le dernier refuge sans compromission des démunis du système, elle joue en outre sur plusieurs autres registres typiquement fascistes ou dérivés subtilement de ceux-ci. Le plus connu est la « préférence nationale », un euphémisme pour dire que les immigrants d'autres religions ou d'autres couleurs sont à pointer du doigt, sinon « invités » à se faire la malle. Cela remplace l'antisémitisme d'antan, lequel n'est d'ailleurs pas mort, mais laissé aux mauvais soins de groupuscules genre skinheads dont il n'est pas facile de savoir s'ils sont ou non liés aux partis d'extrême droite. Dans le même temps, l'idée de la pureté de la race est passée de l'expansionnisme au séparatisme. Comme il n'est guère possible d'envisager, par exemple, que le nationalisme flamand se pointe réellement aux portes de Moscou, on passe à un darwinisme pour réserves d'Indiens. Le monde entier ne sera peut-être pas à notre service, mais qu'on nous laisse au moins fleurir entre nous dans toute notre pureté. La déstabilisation par la violence joue également son rôle, mais il n'est plus guère nécessaire de la pratiquer outre mesure puisque les médias se chargent d'en parler toute la journée : violence à l'intérieur des couples, violence à l'école, violence dans les rues, violence dans le métro, violence dans les banlieues, violence dans

les trains et ainsi de suite à l'infini et à l'audimat. On peut capitaliser là dessus très facilement.

DE BAS EN HAUT ?

Il n'est donc pas étonnant que les partis d'extrême droite à connotation fascisante soient déjà devenus des partis de masse dans plusieurs pays d'Europe. Les cas d'école sont ceux du Front national en France, du Vlaams Belang ex-Vlaams Blok en Flandre, de l'Alleanza Nazionale ex-M.S.I. en Italie, du Parti de la liberté d'Haider en Autriche et de la Liste Pym Fortuyn aux Pays-Bas. L'extrémisme « d'en bas » a donc déjà fait une belle percée.

Ce qui devient réellement inquiétant est de constater depuis peu une dérive du bas vers le haut. On ne peut qu'interpréter ainsi la politique suivie désormais par Sarkozy en France, alors même qu'il est non seulement ministre de l'Intérieur mais encore président de l'Union pour la majorité présidentielle (U.M.P.) et candidat avoué à la présidence de la République. Que dire aussi de la présence de l'Alleanza Nazionale dans deux gouvernements successifs de Berlusconi ? Enfin, chez nous, M. Yves Leterme est-il ou non en passe de faire du C.D.&V. ex-C.V.P. une copie d'en haut du Vlaams Belang ex-Vlaams Blok d'en bas ?

Ces questions ne sont pas toutes posées de cette façon par le professeur Paxton. Elles méritent pourtant de l'être. ■